Le mirage de l'égalité des chances

Emmanuel Jovelin

*Le modèle français d'intégration a montré ses limites et a permis l'ethnisation
des problèmes des jeunes issus de l'immigration et de leurs luttes
pour la reconnaissance.*

Nous vivons aujourd'hui dans une société qui a vu se multiplier des aspirations à la réalisation de soi individuelle⁽¹⁾ mais pour certains, lorsque cette réalisation de soi devient impossible à cause du racisme qu'ils pensent subir, le recours au groupe serait un moyen de pression pour obtenir justice et lutter contre « *les pathologies sociales* », décrites par Axel Honneth en 2006 comme « *les déficiences sociales au sein d'une société qui ne découlent pas d'une violation des principes de justice communément acceptés mais des atteintes aux conditions sociales de l'autoréalisation individuelle* ».

Mon objet est simple : montrer, à partir des jeunes issus de l'immigration, les faces cachées du racisme et du modèle français d'intégration, qui aujourd'hui, peuvent produire (produisent) le racisme à l'envers où le « *racialisé* » finit par devenir lui-même raciste.

(1) A. Honneth, *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Éd. La Découverte, 2006.

(2) S. Wuhl, *Discrimination positive et justice sociale*, Éd. PUF, 2007, p. 140.

Une jeunesse en demande de reconnaissance

La situation que semblent vivre les jeunes issus de l'immigration en France peut provoquer des problèmes moraux aussi dévastateurs que le chômage, la précarité économique. Pour les minorités culturelles le sentiment d'injustice n'est pas uniquement le simple fait d'un déficit en biens premiers, il relève du mépris que les membres d'une collectivité, d'un groupe ethnique ressentent « *quant à la représentation publique de leurs aspirations différentes à un idéal de vie réussie* »⁽²⁾.

C'est à partir du moment où les personnes sont reconnues comme porteuses de besoins affectifs, et comme sujets égaux qu'elles peuvent s'auto-réaliser. La non reconnaissance peut entraîner la constitution des ethnicités, qui

Emmanuel Jovelin est Maître de conférences en sociologie (Université catholique de Lille).
Directeur adjoint de l'Institut social de Lille.
Responsable du Groupe d'Études et de Recherches en Travail Social, et des Masters 2 travail social en Europe et Développement social urbain.

serait le contraire de ce qui est attendu, car les sujets auraient tendance à mettre en jeu « *l'étendard ethnique comme moyen de reconnaissance sociale* ». Dans plusieurs situations, vivre ces expériences de mépris est un moyen pour les personnes déniées de mener des combats visant à restaurer des rapports de reconnaissance.

Ainsi, je pense que la négation des identités culturelles et leur non reconnaissance a permis l'émergence des « *groupes ethniques* », et leur mobilisation pour la reconnaissance de leurs intérêts. L'émergence de ces groupes ne peut se lire qu'en les replaçant au cœur des problématiques de la société française saisie dans sa globalité.

Les événements de la banlieue lyonnaise

La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de mai 1981 a été saluée par des faits d'une rare violence dans la banlieue lyonnaise appelée par la presse « *le triangle des trois V* » (Villeurbanne, Vaulx-en-Velin et Vénissieux)⁽³⁾.

Les événements de l'été 81 ont servi de révélateur à un certain nombre de phénomènes de banlieues qui vont se succéder dans les années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix, malgré les politiques sociales issues des premières révoltes de l'été 1981. Ces émeutes étaient une façon de répondre à leur misère et à leur mal-être vécus comme un destin. Elles vont pour la première fois permettre

(3) F. Dubet et ali, *L'État et les jeunes*, Éd. du Seuil, 1985, et A. Jazouli, *Les années banlieues*, Éd. du Seuil, 1986.

(4) F. Dubet, *La galère : jeune en survie*, Éd Fayard, 1991, p.329.

aux jeunes Maghrébins de réveiller leur conscience collective et de constituer « *des îlots de résistance* »⁽⁴⁾. Mais surtout, nous allons assister à des formes d'ethnisation des problèmes vécus par les jeunes des banlieues, en particulier les jeunes d'origine étrangère. De ces événements naîtront « *des leaders de banlieues* » issus d'associations de quartiers constituées « *dans la foulée* », de la marche pour l'égalité en 1983, et bien d'autres encore.

Les luttes des jeunes

La marche des beurs a pris la dimension d'un mythe fondateur car on assistait à l'époque à une série d'événements, qui incitait les jeunes à relever la tête : « *la multiplication des assassinats et agressions racistes, la montée du front national, l'approfondissement de la crise, la dégradation des cités, la désillusion par rapport au gouvernement Mitterrand, l'absence d'une politique ambitieuse en direction des cités etc.* »⁽⁵⁾.

La marche pour l'égalité contre le racisme peut être considérée comme l'un des catalyseurs du réveil de la conscience des jeunes de banlieues, quant à leur situation sociale et professionnelle, puisqu'avant 1983, les jeunes issus de l'immigration étaient invisibles dans la société française. Il faut attendre les « *rodéos des Minguettes* » et la marche pour l'égalité afin que cette jeunesse existe réellement. La marche a montré aussi comment la société française, n'arrivant pas à répondre aux revendications des jeunes issus des parents d'origine étrangère, a par la même occasion ethnisé cette société avec des groupes, qui trouvaient auprès de leurs

(5) S.Bouamana, *10 ans, la marche des beurs*, Éd. Desclée de Brouwer, 1994, p 41.

Le mirage de l'égalité des chances

7

semblables « *une force* » pour dire leur colère.

Des assises nationales ont eu lieu du 9 au 11 juin 1984 à Lyon, six mois après la marche. Elles regroupaient près de 400 jeunes représentant plusieurs associations issues de l'immigration. Malgré de nombreux points d'accord, ces assises feront apparaître d'énormes divergences sur la politique à mener ensemble.

En décembre 1984, s'est tenue une autre manifestation appelée « *Convergence 84* ». Le but était de montrer que la France est un pays « *pluriethnique* » et qu'il est nécessaire que les communautés immigrées soient intégrées. Il fallait démontrer que « *la France, c'est comme une mobylette : pour avancer, il faut du mélange* ». Convergence 84 insistait sur l'existence d'une France multiculturelle, sur l'exigence de l'égalité, bref, elle a été l'un des mouvements qui a posé le débat sur la citoyenneté en France au-delà des clivages ethniques.

L'apparition de SOS Racisme date de décembre 1984. Ce mouvement se limitait à l'époque à la vente des badges « *Touche pas à mon pote* ». SOS Racisme voulait lutter contre toutes les formes d'injustices et connaîtra rapidement un succès foudroyant. Le mouvement sera d'ailleurs très vite récupéré par les partis de gauche et nombre de ses leaders deviendront des personnalités politiques engagées à gauche.

Paradoxes

Ces différentes manifestations ont révélé deux phénomènes incontournables :

- Le premier est la prise de conscience par les populations issues de l'immigration maghrébine, notamment les jeunes qui sont nés ici, des difficultés vécues dans leurs cités et la constitution par la

même occasion d'une identité puisée dans les fragments de la culture maghrébine, qui jusque là sommeillait en eux.

- Le deuxième phénomène s'inscrit dans les analyses de Paul Yonnet⁽⁶⁾. La France a découvert à cette époque qu'il y avait aussi d'autres personnes, issues de cultures différentes. Ainsi les critiques que Paul Yonnet a faites à l'endroit de SOS Racisme, et la polémique qui en a résulté révèlent un profond malaise dans la société française.

Paul Yonnet parle d'un paradoxe dans la lutte contre le racisme : « *En luttant contre le regard raciste qui maintenant l'autre dans son origine et faisait obstacle à son admission dans la société des égaux, c'est-à-dire des semblables humains, l'antiracisme a acclimaté la notion de race* »⁽⁷⁾.

Pour cet auteur, l'antiracisme des années quatre-vingt mené par SOS racisme et d'autres associations a acclimaté l'idée de race et réveillé des passions qui étaient éteintes. En fait, ce combat a rendu légal les concepts « *d'appartenance raciale ou ethnique* », revendiqués par SOS Racisme sous le terme du « *droit à la différence* ». Le problème que pose Paul Yonnet est celui de savoir en quoi cette différence qui jadis était « *invisible* », ne serait-elle pas réellement « *visible* » et ne contribuerait-elle pas directement à amplifier un racisme qui, jusque là, était modéré ? En quoi finalement ces mouvements n'ont-ils pas installé une idéologie qu'ils croyaient combattre ?

L'appel des Indigènes de la République en 2005, a été favorablement accueilli par les uns et critiqué sévèrement par les

(6) P. Yonnet, *Voyage au centre du malaise français. L'antiracisme et le roman national*, Éd. Gallimard, 1993.

(7) Idem, p. 44.

autres. Cette expression « *indigène de la République* » signifie « *la prise de conscience que les populations issues de l'immigration postcoloniale et par contamination, celles qui partagent avec elles leurs conditions de vie matérielle, sont perçues, traitées, construites comme indigènes* ». Les Indigènes de la République veulent « *mener le combat contre les discriminations* » en refusant les pratiques coloniales de l'État français et la discrimination systémique.

Le Conseil Représentatif des Associations Noires (CRAN) fondé le 26 novembre 2005, a pour objectif de lutter contre les discriminations et le racisme anti-noir, et de valoriser la richesse et la diversité des cultures afro-antillaises : « *Avoir la peau noire en France hexagonale, n'est pas à priori la manière de passer inaperçu. Le paradoxe est que les noirs de France sont individuellement visibles mais ils sont invisibles en tant que groupe social. D'abord en tant que groupe social, ils sont censés ne pas exister, puisque la République française ne reconnaît pas officiellement les minorités et ne les compte pas non plus* »⁽⁸⁾.

Ces deux associations (le CRAN et les Indigènes de la République) sont certes des associations ethniques au sens de Barth, voire raciste pour le CRAN, si on suit la logique développée par certains auteurs, mais je pense que les auteurs vont trop loin, car ils n'ignorent pas le contexte dans lequel naissent ces mouvements. Ils savent parfaitement que leur constitution n'est pas un effet de hasard. Ce sont les conditions sociales d'existence qui ont poussé des personnes à s'unir et à former ces mouvements de lutte.

La République a proclamé l'égalité de tous, mais certains auteurs semblent ignorer que les institutions mises en place

pour réguler cette tension entre égalité et déni de cette égalité ne produisent pas par elles-mêmes la reconnaissance ou son déni ; par contre, elles constituent les conditions permettant soit « *de stabiliser les relations sociales de reconnaissance entre individus, soit de perpétuer les obstacles à son développement* »⁽⁹⁾.

À entendre certaines critiques à l'endroit de ces associations, on a l'impression que l'égalité des chances proclamée comme course équitable aux avantages sociaux serait suffisante et comme si la garantie de procédures méritocratiques récompensait impérativement le mérite. Or ce n'est pas si simple.

Pour ne pas devenir « *un assisté à perpétuité* », après avoir épuisé toutes les pistes possibles, pour certains, le seul moyen disponible pour réclamer la justice sociale, reste la mobilisation de l'étendard ethnique, ce qui serait compréhensible, dès lors que celui-ci se fait sans violence caractérisée et dans le respect des uns et des autres.

Une société démocratique

La multiplication des groupes ethniques n'est que la conséquence du mirage de l'égalité des chances véhiculé par le modèle français d'intégration, parce qu'il ne prend pas en compte les spécificités. De surcroît, il favorise des discriminations puisque certains emplois sont interdits aux étrangers depuis des décennies.

Bref, l'expérience de l'injustice et du mépris signale le refus ou la privation de

(8) <http://www.lecran.org>

(9) E. Renault, *Reconnaissance, institutions, injustice*, in *De la reconnaissance, don, identité estime de soi*, in *Revue du Mauss*, N°23, Éd. La Découverte, 2004, p. 181.

Le mirage de l'égalité des chances

9

reconnaissance. Dans ce cas, ce ne sont pas les communautés qui sont au fondement des ethnicités mais ce sont les conditions sociales d'existence, la frustration relative ressentie par ceux qui subissent les injustices qui en est la cause.

Ces groupes ethnicisés (CRAN, Indigènes de la République, etc.) veulent un rapport de force pour changer la condition de vie que vivent leurs frères. Ils veulent prendre le pouvoir, un pouvoir d'agir. La lutte de ces mouvements est une revendication de vivre « *librement, de construire leur vie individuelle en associant ce que l'on est, ce que l'on veut être, en résistant au pouvoir, au nom à la fois de la liberté et de la fidélité à un héritage culturel* »⁽¹⁰⁾.

Si la République ne se réveille pas face à la montée des ethnicités, si le modèle français de l'intégration ne favorise pas le vivre ensemble, la société politique pourrait devenir « *un marché aux transactions vaguement réglées entre les communautés enfermées dans l'obsession de leur identité et leur homogénéité* ». Ce qui serait le contraire d'une société qui se veut démocratique et se réclamant des droits de l'homme. La constitution de ces groupes qualifiés d'ethniques montre tout simplement comment l'expérience du mépris peut envahir la vie affective des « *sujets humains au point de les rejeter dans la résistance et l'affrontement social, autrement dit dans la lutte de reconnaissance* »⁽¹¹⁾. ■

(10) Idem, p. 25.

(11) A.Honneth, *La Lutte pour la reconnaissance*, Éd. Le Cerf, 2002, p.162.